



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 13 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 7 septembre 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. GABARD, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. RIMARK à M. BALDES, Mme MERCHADOU à M. CASTETS, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. GEDON, Mme QUERAL à M. BODIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 22

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

13 – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC : EXPLOITATION DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - AVENANT N° 1

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 3 novembre 2015, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'assainissement avec la société SUEZ LYONNAISE DES EAUX.

Il s'avère nécessaire d'y apporter 3 ajustements.

1 - En application de l'article 30 du contrat de délégation, les nouveaux ouvrages réalisés pendant la durée du contrat font partie intégrante du service. Il convient donc d'intégrer, par un avenant, le patrimoine suivant soit les postes de relevage des eaux usées :

- «Sémard»,
- «Allées Marines»
- «le Stade»

2 – Correction administrative : dans le contrat, il a été indiqué 3 prix différents pour la même prestation :

- Bordereau des prix unitaires « contrôle de conformité sur branchement existant (à la demande de notaire ou particulier) » : 150,64 € HT
- Bordereau des prix unitaires « contrôle de conformité d'un branchement existant à l'occasion de cession d'un bien immobilier particulier) » : 175,00 € HT
- Règlement de service « contrôles mutations notaires » : 106,00 € HT

Afin d'éviter toute incohérence, il s'agit de conserver le prix de 150,64 € HT.

3 – Application de l'arrêté du 21 juillet 2015 (entrée en vigueur le 1er janvier 2016) portant sur les systèmes d'assainissement collectif : cet arrêté fixe les prescriptions techniques et les modalités de surveillance pour les systèmes d'assainissement collectif, notamment sur les points suivants :

- mise en place d'un disconnecteur contrôlable du type AB sur la canalisation d'eau potable de la station d'épuration
- établissement de bilans de fonctionnement annuel mentionnant les treize points définis par l'arrêté dans son article 20 « production documentaire ».

Ces nouvelles prescriptions induisent de nouvelles charges pour le délégataire.

Conformément à l'article 40 du contrat, la rémunération du délégataire est révisable pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques

En conséquence, l'article 35.3 est modifié comme suit :

Le tarif de base facturé aux usagers de service délégué par le Délégataire en contrepartie des charges qui lui incombent pour l'exécution du présent contrat pour la collecte et le traitement des eaux usées et la gestion administrative du service est déterminé comme suit :

$$T = F + R * V$$

Où

- F est une partie fixe annuelle
F = 36,00 €.HT par an
- R est une part proportionnelle au volume consommé V (en m3) :
 - De 0 à 50 m3, R10 = 0,7447 euro par mètre cube
 - De 51 à 150 m3, R20 = 0,7893 euro par mètre cube
 - Au-delà de 150 m3, R20 = 0,9927 euro par mètre cube.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'autoriser M le Maire à signer cet avenant n° 1.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 2 septembre 2016 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 15/09/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160913-37492-AU-1-1

